

Unité départementale de l'Isère  
17 boulevard Joseph Vallier  
38040 Grenoble

Grenoble

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 11/12/2024

### **Contexte et constats**

Publié sur  **GÉORISQUES**

#### **SUEZ RV CENTRE EST**

Rond Point de Grenay RN 6 38290 Satolas-et-Bonce

Références : 2024-Is078TN2  
Code AIOT : 0006103196

### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 11/12/2024 dans l'établissement SUEZ RV CENTRE EST implanté Rond Point de Grenay RN 6 38290 Satolas-et-Bonce. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques ( <https://www.georisques.gouv.fr/> ).

#### **Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- SUEZ RV CENTRE EST
- Rond Point de Grenay RN 6 38290 Satolas-et-Bonce
- Code AIOT : 0006103196
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Oui

La société SUEZ RV Centre Est exploite une installation de stockage de déchets non dangereux (ISDND) sur la commune de Satolas-et-Bonce. Cette activité est notamment encadrée au titre de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement (régime de l'autorisation environnementale), et relève également du champ de la directive 2010/75/UE relative aux émissions industrielles (dite « directive IED ») ainsi que de la directive 1999/31/CE du 26 avril

1999 concernant la mise en décharge des déchets. Le site est encadré par différentes décisions préfectorales, dont l'arrêté préfectoral d'autorisation du 12 octobre 2018.

## **2) Constats**

### **2-1) Introduction**

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
  - ◆ les observations éventuelles ;
  - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Madame la Préfète ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Madame la Préfète, des suites graduées et proportionnées avec :
  - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
  - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

### **2-2) Bilan synthétique des fiches de constats**

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection <sup>(1)</sup>	Proposition de délais
1	Situation administrative	Arrêté Préfectoral du 12/10/2018, article 1.2.1.1	Demande d'action corrective	1 mois
3	Traçabilité des déchets non dangereux	Code de l'environnement du 30/03/2021, article R.541-43	Demande d'action corrective	1 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
2	Procédure d'admission des déchets	Arrêté Ministériel du 15/02/2016, article 29 et 30	Sans objet
4	Traçabilité des terres excavées	Code de l'environnement du 30/03/2021, article R.541-43-1	Sans objet
5	Surveillance des eaux souterraines	Arrêté Préfectoral du 12/10/2018, article 4.6	Sans objet
6	Suivi des tassements	Arrêté Préfectoral du 12/10/2018, article 8.12	Sans objet
7	Collecte du biogaz	Arrêté Ministériel du 15/02/2016, article 21	Sans objet

### 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'inspection a constaté des dépassements du délai réglementaire de transmission des déclarations relatives aux déchets enfouis sur le site, pour 5 déclarations sur plus de 6000 au cours de la période allant du 2 janvier 2024 au 28 novembre 2024. Des éléments d'informations sont demandés à l'exploitant quant aux raisons de ces dépassements et il est également demandé à l'exploitant de corriger un dépassement de la côte maximale du site qui doit rester inférieure à 285,5 m NGF.

### 2-4) Fiches de constats

**N° 1 : Situation administrative**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 12/10/2018, article 1.2.1.1			
<b>Thème(s) :</b> Situation administrative, Situation administrative			
<b>Prescription contrôlée :</b>			
Les installations qui relèvent du code de l'environnement au titre des rubriques de la nomenclature des installations classées sont listées dans le tableau ci-dessous :			
N°	Désignation des activités	Grandeurs caractéristiques	Régime

2760	<p>Installation de stockage de déchets autre que celles mentionnées à la rubrique 2720 et celles relevant des dispositions de l'article L.541-30-1 du code de l'environnement</p> <p>2. Installation de stockage de déchets non dangereux</p>	<p>Capacité maximale totale 300 000 t/an Fin d'activité pour la rubrique : décembre 2026</p> <p><u>Activité ISDND</u> : maximum de 300 000 t/an jusqu'à fin 2018 et en moyenne 250 000 t/an de 2011 à 2018 puis à partir de 2019 un tonnage moyen dégressif : 250 000 t/an (2019), 240 000 t/an en (2020) , 230 000 t/an (2021 à 2024) et 200 000 t/an (2025 et 2026) Volume supplémentaire : 1 466 300 m<sup>3</sup> soit au total 4 526 300 m<sup>3</sup> sur Satolas 3 <u>Activité MCCA</u> (casier amiante) : tonnage moyen 47 000 t/an Volume net créé pour ce casier : 252 000 m<sup>3</sup></p>	A
3540	<p>Installation de stockage de déchets non dangereux</p>	idem	A
2517	<p>Station de transit de produits minéraux ou de déchets non dangereux inertes autres que ceux visés par d'autres rubriques</p>	<p>La capacité de stockage des matériaux du site est de 200 000 m<sup>3</sup></p>	A

2515	Broyage, concassage, criblage, ensachage, pulvérisation, nettoyage, tamisage, mélange de pierres, cailloux, minerais et autres produits minéraux naturels ou artificiels ou de déchets non dangereux inertes.	Criblage ponctuel des matériaux extraits en vue de leur réutilisation in situ – Crible mobile d'une puissance inférieure à 200 kW	D
------	---	---	---

Pour l'ISDND, à compter du 30 juin 2017, la capacité totale cumulée de déchets non dangereux pouvant être admis sur le site jusqu'au 31 décembre 2026 doit être **inférieure ou égale à 2 190 400 tonnes avec un apport journalier maximal de 1200 tonnes. La capacité cumulée totale sur l'ensemble du site de Satolas 3 depuis sa mise en service doit être inférieure ou égale à 3 524 800 tonnes.**

Pour le casier MCCA, la capacité totale cumulée de déchets pouvant être admis sur le site jusqu'au 31 décembre 2026 doit être inférieure ou égale à 403 000 tonnes avec un apport journalier maximal de 230 tonnes.

À compter de la signature du présent arrêté, la société SUEZ RV Centre Est est autorisée à exploiter le casier n°6 depuis sa côte de fond de forme située à la côte 226,5 m NGF jusqu'à un niveau d'exploitation permettant d'éviter la réalisation d'aménagements et d'opérations de stockage de déchets au droit des milieux et habitats (prairies artificielles de Satolas 2) faisant l'objet d'une demande de dérogation à la protection des espèces au titre de l'article L.411-2 du code de l'environnement en cours d'instruction. Tout impact sur les espèces protégées doit être évité. L'exploitant sera autorisé à poursuivre son exploitation jusqu'à la côte maximale fixée à **285,5 m NGF** qu'après délivrance de l'arrêté préfectoral de dérogation à la protection des espèces.

#### Constats :

L'installation de stockage sert à l'enfouissement de déchets issus d'activités économiques, le site ne réceptionne pas de déchets ménagers, il n'y est pas autorisé. L'exploitant a indiqué à l'inspection que la quantité annuelle de déchets enfouie projetée était de 90 000 tonnes en 2024, les données issues du RNDTS font état de 87 466,52 tonnes de déchets admis entre le 2 janvier et le 28 novembre. Ces données indiquent que le type de déchet majoritairement admis sur le site sont les résidus d'installation de tri dont le code déchet est le 19 12 12.

La quantité cumulée de déchets admis depuis le 30 juin 2017 est de 1 920 221 tonnes.

A noter que le casier autorisé pour l'enfouissement de déchets de matériaux de construction contenant de l'amiante (MCCA) n'a jamais été exploité.

<p>Un géomètre réalise des relevés topographiques du site tout les trois mois, le dernier en date a été dressé le 2 décembre 2024 et l'altitude limite de 285,5 m NGF est respectée dans l'ensemble, à l'exception de deux points (deux points voisins à 285,58 m et 285,57 m).</p> <p>50 000 m<sup>3</sup> de matériaux inertes de différentes natures sont en transit sur le site et sont utilisés pour les besoins du site : matériaux de recouvrement, couverture finale, pistes, etc. L'inspection a constaté la présence de plusieurs stocks éparpillés sur le site.</p> <p>Le site n'a jamais exercé son activité de criblage et il n'y a pas de cribleuses sur le site.</p>
<p><b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b></p> <p>Dans un délai d'un mois, l'exploitant devra corriger la côte maximale du site pour la ramener à 285,5 m NGF.</p>
<p><b>Proposition de suites :</b> Demande d'action corrective</p>
<p><b>Proposition de délais :</b> 1 mois</p>

## N° 2 : Procédure d'admission des déchets

<p><b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 15/02/2016, article 29 et 30</p>
<p><b>Thème(s) :</b> Autre, Procédure d'admission des déchets</p>
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Article 29</p> <p>Les déchets non visés à l'article précédent sont soumis à la procédure d'acceptation préalable définie au présent article. Cette procédure comprend deux niveaux de vérification : la caractérisation de base et la vérification de la conformité.</p> <p>Le producteur ou le détenteur du déchet fait en premier lieu procéder à la caractérisation de base du déchet définie au point 1 de l'annexe III. Le producteur ou le détenteur du déchet fait procéder ensuite, et au plus tard un an après la réalisation de la caractérisation de base, à la vérification de la conformité. Cette vérification de la conformité est à renouveler au moins une fois par an. Elle est définie au point 2 de l'annexe III.</p> <p>Un déchet n'est admis dans une installation de stockage qu'après délivrance par l'exploitant au producteur ou au détenteur du déchet d'un certificat d'acceptation préalable. Ce certificat est établi au vu des résultats de la caractérisation de base et, si celle-ci a été réalisée il y a plus d'un an, de la vérification de la conformité. La durée de validité d'un tel certificat est d'un an au maximum.</p> <p>Pour tous les déchets soumis à la procédure d'acceptation préalable, l'exploitant précise lors de la délivrance du certificat la liste des critères d'admission retenus parmi les paramètres pertinents définis au point 1 d de l'annexe III. Le certificat d'acceptation préalable est soumis aux mêmes règles de délivrance, de refus, de validité, de conservation et d'information de l'inspection des installations classées que l'information préalable à l'admission des déchets.</p> <p>Pour les installations de stockage internes, le certificat d'acceptation préalable n'est pas requis dès lors qu'une procédure interne de gestion de la qualité dans la gestion des déchets est mise en place. Toutefois, les essais de caractérisation de base et de vérification de la conformité tels que définis aux points 1 et 2 de l'annexe III restent nécessaires.</p>

**Constats :**

L'exploitant a présenté la procédure d'acceptation préalable en vigueur sur son site.

Préalablement à l'admission des déchets sur le site, le producteur ou le détenteur des déchets réalisant la caractérisation de base ou la vérification de la conformité transmet des informations à partir d'un logiciel mis à disposition par le groupe de l'exploitant : « Synergie ».

Les informations requises correspondent à celles exigées dans le cadre de la caractérisation de base (source et origine des déchets, typologie des déchets, type d'apport (régulier ou ponctuel), informations relatives au producteur ou au détenteur (Code naf, siret, adresse etc.) etc.).

L'exhaustivité des informations varie suivant les cas. Par exemple, dans le cas des refus de tri, l'arrêté préfectoral ou la preuve de dépôt de déclaration est demandée, des analyses sont demandées suivant la typologie des déchets etc...

Les informations transmises sont vérifiées par l'exploitant qui délivre alors, ou pas, un certificat d'acceptation préalable. A chaque réception sur site, l'exploitant vérifie l'existence d'une information préalable lors de l'étape de pesée des camions.

Cette information préalable est renouvelée tous les ans.

L'inspection a pris connaissance de deux CAP :

- le CAP n°396599 relatif à des boues,
- le CAP n°375985 relatif à des refus de tri.

Les informations présentées dans les deux CAP répondent aux exigences de l'arrêté du 15 février 2016 en matière d'informations à fournir et plus largement la procédure élaborée par l'exploitant répond à cette exigence.

En matière d'essais à réaliser dans le cadre de la caractérisation de base, l'exploitant a présenté à l'inspection une procédure d'identification des seuils de base d'acceptation des déchets en ISDND. La procédure vise à élaborer de grandes familles de déchets à partir des codes à 6 chiffres et d'associer à ces catégories les essais à réaliser (analyse sur les éluats, sur brut ou sur les deux). L'inspection n'a pas interrogé l'exploitant sur la fréquence des essais.

La procédure d'admission permet notamment de vérifier la dangerosité des boues admises sur le site. Il s'agit d'une typologie de déchets pour lesquels des analyses sont requises. Les paramètres analysés n'intègrent pas les POP pour lesquels l'exploitant demande directement aux détenteurs si leurs déchets contiennent ou non des POP.

Les informations utiles à la vérification de conformité sont obtenues de la même manière que celles de la caractérisation de base, lors du renouvellement du certificat d'acceptation préalable, chaque année. L'inspection n'a pas interrogé l'exploitant sur la fréquence des essais qui peuvent être réalisés dans le cadre de cette procédure.

**Type de suites proposées :** Sans suite

### N° 3 : Traçabilité des déchets non dangereux

<b>Référence réglementaire :</b> Code de l'environnement du 30/03/2021, article R.541-43
<b>Thème(s) :</b> Autre, Traçabilité des déchets non dangereux
<b>Prescription contrôlée :</b> <p>I.-Pour l'application du I de l'article L. 541-7, les exploitants des établissements produisant ou expédiant des déchets, les collecteurs, les transporteurs, les négociants, les courtiers, et les exploitants des installations de transit, de regroupement ou de traitement de déchets tiennent à jour un registre chronologique de la production, de l'expédition, de la réception et du traitement de ces déchets et des produits et matières issus de la valorisation de ces déchets. Ce registre est conservé pendant au moins trois ans. Les ménages sont exonérés de l'obligation de tenir un registre. Des arrêtés pris dans les conditions fixées à l'article R. 541-48 peuvent également exonérer de cette obligation les personnes mentionnées au premier alinéa du I pour certaines catégories de déchets, si leur valorisation ou leur élimination, compte tenu des quantités en cause ou des caractéristiques des déchets, ne sont pas susceptibles de porter atteinte à la santé de l'homme ou à l'environnement.</p> <p>II.-Le ministre chargé de l'environnement met en place une base de données électronique centralisée, dénommée " registre national des déchets ", dans laquelle sont enregistrées les données transmises par les personnes suivantes :1° Les exploitants des établissements produisant ou expédiant des déchets dangereux ou des déchets POP ;2° Les collecteurs, les transporteurs, les négociants, les courtiers de déchets dangereux ou de déchets POP ;3° Les exploitants des installations de transit, de regroupement ou de traitement de déchets dangereux ou de déchets POP ;4° Les exploitants des installations d'incinération ou de stockage de déchets non dangereux non inertes ;5° Les exploitants des installations dans lesquelles les déchets perdent leur statut de déchet selon les dispositions de l'article L. 541-4-3. A compter du 1er janvier 2022, ces personnes transmettent par voie électronique au ministre chargé de l'environnement les données constitutives du registre mentionné au I. Cette transmission se fait au moyen du télé-service mis en place par le ministre chargé de l'environnement ou par échanges de données informatisées selon les modalités définies par le ministre chargé de l'environnement. Elle a lieu, au plus tard, sept jours après la production, l'expédition, la réception ou le traitement des déchets ou des produits et matières issus de la valorisation des déchets, et chaque fois que cela est nécessaire pour mettre à jour ou corriger une donnée. Les personnes exonérées, en application du deuxième alinéa du I, de la tenue du registre prévu au même I sont également exonérées de la transmission des données prévue à l'alinéa précédent. Afin d'assurer la sauvegarde des intérêts de la défense nationale, des modalités spécifiques de transmission peuvent être prévues pour les services placés sous l'autorité du ministre de la défense, dans des conditions définies par arrêté conjoint du ministre chargé de l'environnement et du ministre de la défense. La gestion du registre national des déchets peut être confiée à une personne morale de droit public désignée par le ministre chargé de l'environnement.</p> <p>III.-Les personnes s'étant acquittées de l'obligation de transmission des informations au registre national des déchets n'ont plus l'obligation de tenir à jour et de conserver le registre prévu au I. Les données présentes dans le registre national des déchets demeurent accessibles à la personne les ayant transmises, de façon à ce qu'elle puisse les présenter aux autorités en charge du contrôle, à leur demande. La transmission des informations du bordereau électronique au système de gestion des bordereaux de suivi de déchets mentionné à l'article R. 541-45 vaut transmission des informations au registre national des déchets lorsque cette transmission respecte les conditions du II en matière de délai et de contenu. La transmission des informations au registre national des terres excavées et sédiments mentionné à l'article R. 541-43-1 vaut transmission des informations au registre national des déchets lorsque cette transmission respecte les conditions du II en matière de délai et de contenu.</p>



**Constats :**

L'exploitant dispose d'un logiciel interne pour effectuer ses déclarations au RNDTS, correspondant à une évolution de son logiciel de pesée « Clear ».

Lors de la pesée des déchets réceptionnés sur site, une pré-déclaration est émise dans le logiciel. Les informations sont contrôlées (notamment leur formalisme) dans les cinq jours suivant cette réception et la déclaration est effectuée au RNDTS au terme de ce contrôle par le logiciel métier et via une API (application programming interface).

Vu les données issues du RNDTS sur les déclarations relatives aux déchets non dangereux admis sur site, au cours de la période du 2 janvier 2024 au 28 novembre 2024, 5 déclarations ont été réalisées au-delà du délai réglementaire de 7 jours, 12 entre 6 et 7 jours et le reste des déclarations (plus de 6000) en 5 jours.

**Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :**

L'inspection demande à l'exploitant d'expliquer les raisons ayant occasionné un dépassement du délai d'une semaine pour les 5 déclarations suivantes :

Identifiant de la déclaration
16055c3b-a695-4497-8f54-022408d098eb
d7cea850-1995-4ac5-b49f-c178edb16033
0c3a9c74-0d4d-4e0e-8ccb-25d005421135
91616298-77d1-4618-8c78-ffd0d73ef55f
43e3e916-658a-4da9-ba25-5d5747820ef5

**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Demande d'action corrective

**Proposition de délais :** 1 mois

**N° 4 : Traçabilité des terres excavées**

**Référence réglementaire :** Code de l'environnement du 30/03/2021, article R.541-43-1

**Thème(s) :** Autre, Traçabilité des terres excavées

**Prescription contrôlée :**

I.-Pour l'application du II de l'article L. 541-7, les personnes produisant ou expédiant des terres excavées et des sédiments, les collecteurs, les transporteurs, les négociants, les courtiers, les exploitants des installations de transit, de regroupement ou de traitement de terres excavées et sédiments, et les personnes valorisant des terres excavées et des sédiments tiennent à jour un registre chronologique de la production, de l'expédition et de la réception de ces terres et sédiments. Ce registre est conservé pendant au moins trois ans. Le registre permet d'identifier

précisément la destination ou le lieu de valorisation des terres excavées et sédiments.

II.-Le ministre chargé de l'environnement met en place une base de données électronique centralisée, dénommée " registre national des terres excavées et sédiments ", dans laquelle sont enregistrées les données transmises par les personnes produisant ou traitant des terres excavées et sédiments, y compris les personnes effectuant une opération de valorisation de terres excavées et sédiments et les personnes exploitant une installation de transit ou de regroupement de terres excavées et sédiments. Le registre national des terres excavées et sédiments et le registre national des déchets mentionné à l'article R. 541-43 peuvent constituer une unique base de données.

Ces personnes transmettent par voie électronique au ministre chargé de l'environnement les données constitutives du registre mentionné au I. Cette transmission a lieu, au plus tard, le dernier jour du mois suivant l'expédition, la réception ou le traitement, y compris la valorisation, des terres excavées et sédiments, et chaque fois que cela est nécessaire pour mettre à jour ou corriger une donnée. Cette transmission se fait au moyen du télé-service mis en place par le ministre chargé de l'environnement ou par échanges automatisés de données selon les modalités définies par le ministre chargé de l'environnement.

Afin d'assurer la sauvegarde des intérêts de la défense nationale, des modalités spécifiques de transmission peuvent être prévues pour les services placés sous l'autorité du ministre de la défense, dans des conditions définies par arrêté conjoint du ministre chargé de l'environnement et du ministre de la défense.

La transmission des informations au registre national des déchets, mentionné à l'article R. 541-43, vaut transmission des informations au registre national des terres excavées et sédiments lorsque cette transmission respecte les conditions du présent II en matière de délai et de contenu.

La transmission des informations du bordereau électronique au système de gestion des bordereaux de suivi de déchets mentionné à l'article R. 541-45 vaut transmission des informations au registre national des terres excavées et sédiments lorsqu'elle respecte les conditions du présent II en matière de délai et de contenu.

La gestion du registre national des terres excavées et sédiments peut être confiée à une personne morale de droit public désignée par le ministre chargé de l'environnement.

Les personnes s'étant acquittées de l'obligation de transmission des informations au registre national des terres excavées et sédiments n'ont plus l'obligation de tenir à jour et de conserver le registre prévu au I.

Les données présentes dans le registre national des terres excavées et sédiments demeurent accessibles à la personne les ayant transmises, de façon à ce qu'elle puisse les présenter aux autorités en charge du contrôle, à leur demande.

#### **Constats :**

L'exploitant trace les terres excavées admises sur son site à l'aide du même logiciel métier utilisé pour les déchets non dangereux mais l'inspection n'a pas pu accéder aux données transmises au RNDTS comme elle l'a fait pour les données relatives aux déchets non dangereux.

L'exploitant a adressé ultérieurement une extraction des données du RNDTS sur les terres admises

sur le site entre le 1er janvier et le 13 décembre 2024, les données font état de 89 065 tonnes de terres admises.

**Type de suites proposées :** Sans suite

**N° 5 : Surveillance des eaux souterraines**

**Référence réglementaire :** Arrêté Préfectoral du 12/10/2018, article 4.6

**Thème(s) :** Risques chroniques, Surveillance des eaux souterraines

**Prescription contrôlée :**

La surveillance des eaux souterraines est opérée au moyen d'un réseau de piézomètres implantés en périphérie de l'installation. Ce réseau est constitué à minima de 6 puits de contrôle dont au moins un est situé en amont hydraulique de l'installation de stockage et les autres en aval.

Les piézomètres sont réalisés conformément aux spécifications techniques prévues par la réglementation ou la norme française en vigueur relative à la réalisation d'un forage de contrôle de la qualité de l'eau souterraine au droit d'un site potentiellement pollué.

L'exploitant réalise, en période de basses eaux et de hautes eaux, à minima tous les six mois, une analyse des eaux souterraines sur les paramètres définis ci-après :

- physico-chimiques suivants : pH, potentiel d'oxydoréduction, résistivité, conductivité, métaux totaux (Pb+Cu+Cr+Ni+Mn+Cd+Hg+Fe+As+Zn+Sn),  $\text{NO}^{2-}$ ,  $\text{NO}^{3-}$ ,  $\text{NH}^{4+}$ ,  $\text{SO}_4^{2-}$ , NTK,  $\text{Cl}^-$ ,  $\text{PO}_4^{3-}$ ,  $\text{K}^+$ ,  $\text{Ca}^{2+}$ ,  $\text{Mg}^{2+}$ , DCO, MES, COT, AOX, PCB, HAP, BTEX ;

- paramètres biologiques :  $\text{DBO}_5$  ; - paramètres bactériologiques : Escherichia coli, bactéries coliformes, entérocoques, salmonelles ; - autres paramètres : hauteur d'eau en mNGF.

Tous les cinq ans, l'exploitant réalise une analyse de la radioactivité par spectrométrie gamma afin de contrôler le bruit de fond radiologique des radionucléides présents dans les eaux souterraines. Cette analyse est réalisée soit par un laboratoire agréé par l'autorité de sûreté nucléaire, soit par l'institut de radioprotection et de sûreté nucléaire.

Les prélèvements et analyses sont réalisés par un laboratoire agréé auprès du ministère chargé de l'environnement.

Ce laboratoire est indépendant de l'exploitant.

Les résultats des analyses des eaux souterraines sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classées et sont présentés dans le rapport annuel d'activité. Toute dérive significative des résultats est signalée à l'inspection des installations classées dans un délai d'un mois.

En cas d'évolution significative de la qualité des eaux souterraines en aval de l'installation, l'exploitant procède au plus tard trois mois après le prélèvement précédent à de nouvelles mesures sur le paramètre en question.

En cas de confirmation du résultat, l'exploitant établit et met en œuvre les mesures nécessaires pour identifier son origine et apporter les actions correctives nécessaires. Ces mesures sont communiquées à l'inspection des installations classées avant leur réalisation.

**Constats :**

L'exploitant a présenté son réseau de piézomètres servant à la surveillance des eaux souterraines. Il y a 12 piézomètres, 2 situés en amont du site et 10 en aval. Il réalise une surveillance semestrielle sur l'ensemble des paramètres visés par l'arrêté ministériel du 15 février 2016 et par l'arrêté préfectoral du 12 octobre 2018.

L'inspection a pris connaissance des résultats de la surveillance des eaux souterraines en 2023 qui sont présentés dans le bilan annuel de 2024. L'exploitant a présenté le résultat des analyses réalisées en mai 2024, une seconde campagne a été réalisée le 15 novembre mais l'exploitant ne disposait pas encore des résultats.

Le logiciel métier de l'exploitant permet de visualiser l'historique des résultats d'analyse sur l'ensemble des 12 piézomètres et le tiers effectuant ces analyses a accès au logiciel pour téléverser ces résultats. Le bilan annuel 2024 ne relève pas de points d'alerte à l'exception d'une hausse de la concentration en chlorure sur le piézomètre aval n°4 (piézomètre aval), qui est passée de 52mg/l à 63 mg/l entre les deux campagnes d'analyse réalisées en 2023. La campagne réalisée en mai 2024 a permis de mesurer une concentration de 62 mg/l pour le paramètre chlorure, la concentration paraît stagner. Le rapport annuel de 2024 indique aussi que des micro-organismes ont été détectés, à la fois en amont et en aval du site, ce qui suggère que la détection des micro-organismes a une origine autre que la décharge.

L'exploitant a indiqué ne pas avoir identifié de points particuliers dans le cadre de la campagne d'analyse réalisée en mai 2024, les résultats de cette campagne et de celle de novembre 2024 seront intégrées au rapport annuel de 2025.

A titre d'observation : pour améliorer la présentation des résultats de surveillance des eaux souterraines, l'exploitant pourra présenter dans son rapport une analyse temporelle des résultats (évolutions des concentrations des différents paramètres, dans le temps et par piézomètre), une analyse amont versus aval et une comparaison par rapport à des valeurs de référence (sur la potabilité de l'eau ou la qualité des masses d'eaux souterraines).

**Type de suites proposées :** Sans suite

#### N° 6 : Suivi des tassements

**Référence réglementaire :** Arrêté Préfectoral du 12/10/2018, article 8.12

**Thème(s) :** Risques chroniques, Suivi des tassements

**Prescription contrôlée :**

L'exploitant s'assure de la pérennité des réseaux biogaz et lixiviats. Il met notamment en œuvre les moyens pris en compte dans le paragraphe 5.8.1 du dossier technique de demande d'autorisation du 9 juin 2017 modifié. À l'exception :

- du lieu de contact triple entre Satolas 2, Satolas 3 et la digue Ouest où le profil entre les points 4 et 6 doit présenter une pente continue et supérieure à 5% sur tout le flanc interne ouest du futur casier. Cette pente sera obtenue par une recharge de sol.
- du casier MCCA, où un point bas doit être placé à proximité du puits de relevage PMU au centre du casier.

Une surveillance des déformations du dispositif d'étanchéité et drainage par géosynthétique (DEDG) au droit de la zone de contact triple doit être réalisée jusqu'à la fin de l'exploitation. Le dispositif de surveillance comprend la pose d'un tube permettant un contrôle par sonde profilométrique entre les points 3 et 6 du profil précité, sous le futur DEDG. Un bilan annuel est réalisé et transmis à l'inspection des installations classées : il analyse les écarts avec l'étude de tassement et conclut explicitement sur l'acceptabilité des tassements constatés.

**Constats :**

Un tiers réalise le suivi des tassements de la zone de contact triple mais l'exploitant ne dispose pas encore de résultats à présenter à l'inspection. La zone en question ne réceptionne des déchets que depuis août 2024, l'exploitant disposera de résultats à présenter en juillet 2025.

L'inspection a pu constater la présence des deux dispositifs de suivi des tassements situés le long de la digue.

**Type de suites proposées :** tenir à disposition les résultats du suivi des tassements

**N° 7 : Collecte du biogaz**

**Référence réglementaire :** Arrêté Ministériel du 15/02/2016, article 21

**Thème(s) :** Autre, Détection des fuites

**Prescription contrôlée :**

I. - L'exploitant réalise, chaque mois, un contrôle du fonctionnement du réseau de collecte du biogaz. Il procède aux réglages éventuellement nécessaires à la mise en dépression de l'ensemble du réseau, compte tenu de l'évolution de la production de biogaz.

Il dispose en permanence sur le site des moyens de contrôle portatifs permettant la mesure de la dépression de puits de collecte de biogaz.

Les résultats des contrôles précités sont tracés et tenus à la disposition de l'inspection des installations classées et sont présentés dans le rapport annuel d'activité prévu à l'article 26 du présent arrêté. Toute dérive des résultats est signalée à l'inspection des installations classées dans un délai d'un mois.

La qualité du biogaz capté est mesurée tous les mois a minima selon les modalités prévues à l'annexe II.

[...]

IV. - Au plus tard deux ans après la première réception de déchets biodégradables, l'exploitant de toute installation recevant des déchets biodégradables réalise une cartographie des émissions diffuses de méthane à travers les couvertures temporaires ou définitives mises en place.

Dans le cas où ces émissions révèlent un défaut d'efficacité du dispositif de collecte du biogaz, l'exploitant prend les actions correctives appropriées dans un délai inférieur à 6 mois. L'efficacité de ces actions correctives est vérifiée par un nouveau contrôle réalisé selon la même méthode au plus tard deux ans après la mesure précédente. L'ensemble des résultats de mesures et des actions correctives est transmis à l'inspection des installations classées au plus tard trois mois après leur réalisation.

Dans le cas où la cartographie des émissions diffuses de méthane ne révèle pas de défaut d'efficacité du système de collecte du biogaz, elle est renouvelée tous les cinq ans jusqu'à la fin de la période de post-exploitation.

V. - L'exploitant établit un programme de détection et de réparation des fuites pour réduire les émissions fugitives de gaz. L'exploitant peut recourir à une méthode par reniflage, une méthode de détection des gaz par imagerie optique ou à tout autre méthode de détection.

Les résultats des mesures sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classées et sont présentés dans le rapport annuel d'activité prévu à l'article 26 du présent arrêté, accompagnés des informations sur les fuites détectées ainsi que sur les actions correctives mises en œuvre ou envisagées.

**Constats :**

L'exploitant a présenté son suivi du réseau de collecte du biogaz.

Il réalise annuellement une cartographie des émissions diffuses de méthane, qui est intégrée au bilan annuel et il définit des actions correctives à partir de cette dernière.

Un salarié est chargé du suivi du réseau de collecte. Chaque puit fait l'objet d'un suivi mensuel, incluant un contrôle visuel ; certains sont équipés d'instruments de mesures permettant d'analyser la qualité du biogaz capté ainsi que d'autres paramètres. Les puits ne disposant pas de ces instruments fixes sont analysés à partir d'un instrument portatif. Les données collectées permettent de définir des actions correctives ; le contrôle visuel des puits permet également d'identifier des avaries.

L'exploitant a présenté la cartographie des émissions diffuses de 2024, ainsi que son plan d'action qui prend la forme d'un tableau (exemples d'actions : remplacement de manchons ou étanchéification de tête de puits, mise en place de prise d'échantillons etc.).

**Type de suites proposées :** Sans suite